



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTR
Renault
Rueil

l'étincelle

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Contact : ecrire@npa2009.org
Consulter : <http://www.npa-auto-critique.org/>

Lundi 24 février 2014

Ukraine : Sous les pavés de Maïdan, la colère sociale ?

Ceux qui se sont mobilisés pendant plus de trois mois sur les barricades de Kiev fêtent la victoire. Ils ont chassé le sinistre Ianoukovitch, représentant de cette lignée de nouveaux riches nés du croisement entre ex-bureaucrates de l'Est et capitalistes de l'Ouest. Mais le bras de fer n'est pas terminé et la mobilisation peut davantage encore...

Depuis l'indépendance de l'Ukraine, de grandes fortunes comme celles de Ianoukovitch et de ses fils se sont érigées sur des coups tordus mais surtout sur l'exploitation des travailleurs. Quand ceux de Maïdan ont organisé le week-end dernier la visite de son palais somptueux aux environs de Kiev, les familles venues là avec leurs gosses, et qui pourtant savaient, n'en croyaient pas leurs yeux.

100 morts pour un simple retour à la case départ...

Cela dit la victoire a un goût amer, car ceux qui s'installent maintenant au pouvoir sont des khalifes qui briguent la place du khalife. Il existe une grande défiance à leur égard tant ils montrent d'empressement à ce que les manifestants de Maïdan rentrent au plus vite chez eux. Ce à quoi ils sont poussés par les puissances occidentales et le régime russe, qui craignent la rue, disent vouloir préserver l'unité et l'intégrité de l'Ukraine, mais veulent surtout préserver cet ordre mondial nécessaire à la bonne marche de leurs affaires. Car Obama et l'Union européenne d'un côté, Poutine de l'autre, s'ils ont fait monter la mayonnaise entre eux à propos de la mobilisation en Ukraine, sifflent maintenant ensemble la fin de la partie. L'opposition ukrainienne, coalition d'opposants politiques qui vont de nos centristes à l'extrême droite, est donc chargée d'assurer le retour au calme et s'y emploie. En tant que nouvelle majorité au parlement, elle a annoncé des élections présidentielles et législatives pour mai prochain. Elle a libéré Ioulia Timochenko, femme d'affaires et ex-ministre jetée en prison par Ianoukovitch parce qu'elle rivalisait de corruption avec lui. La même opposition a décidé du retour à la Constitution de 2004, instaurée par cette révolution orange prétendue démocratique qui a conduit... à la situation actuelle.

À juste titre, ceux de Maïdan n'ont pas une grande confiance dans les Klitschko, Iatsenouk (ami de

Timochenko) ou caïds d'extrême droite qui n'ont pas grand-chose à leur offrir.

La révolte de Maïdan a éveillé d'autres espoirs. Les classes populaires d'Ukraine, qui n'avaient pas la belle vie à l'époque de l'URSS, ont vu leur vie encore bousculée par l'installation du capitalisme. Aujourd'hui, 30 % de la population connaît une situation misérable, dont des millions de travailleurs qui ont été licenciés et sont sous la menace de nouvelles mesures d'austérité – celles précisément que l'UE et le FMI exigent pour débloquer des aides. Au point qu'aujourd'hui encore les cadeaux certes très intéressés de Poutine semblent plus avantageux ! Et oui, les nationalistes à tout crin, dont cette extrême droite du parti Svoboda, ont menti comme des cochons en laissant croire que l'« Occident » serait moins rapace que « l'ogre russe ».

... ou pour un avenir vers une Europe des travailleurs en lutte ?

Il y a eu le Maïdan des podiums et des estrades, de ceux qui ont tenu le haut du pavé. Mais sous les pavés pourtant il y avait la colère sociale semblable à celle des bonnets rouges bretons ou des travailleurs grévistes de Bosnie. Les opposants politiques ukrainiens se sont évertués à la laisser enfouie, sous les prières et l'hymne national, et ont laissé au vestiaire les revendications d'emploi, de salaire, a fortiori les encouragements au contrôle populaire sur les biens accaparés par les oligarques. À commencer par cette extrême droite qui trépigne mais cherche aussi et surtout sa place dans un gouvernement.

La mobilisation qui a renversé un tyran peut davantage encore. Et pourquoi pas, à plus ou moins court terme, se muer en élan populaire massif, non pas vers l'Europe des Merkel ou Hollande, mais vers celle de millions de travailleurs de France, d'Italie ou de Grèce, soumis aux mêmes diktats de l'oligarchie capitaliste.

Négociations obligatoires, augmentations facultatives

0,8 % d'augmentation en moyenne des salaires en 2014 : c'est le résultat des Négociations Annuelles Obligatoires (NAO) du vendredi 14 février. Et encore, nombre de salariés n'auront rien du tout.

Pour les APR (Agents Professionnels Renault), ce sera 0,5 % d'Augmentation Générale des Salaires (AGS), avec un talon de 100 €/an (8€/mois) et 0,3 % d'AI. Une aumône.

Disparition des AGS : au voleur !

Cette année comme en 2013, les ETAM n'auront pas d'AGS. Côté Augmentations Individuelles, ce n'est guère mieux : 0,8 %. Une moyenne, car 50 % des ETAM n'auront pas d'AI.

La direction va même plus loin dans l'individualisation des rémunérations en mettant en place une prime de performance individuelle : 500 € pour 40 % des ETAM. Loin de récompenser soi-disant les meilleurs, l'objectif est de justifier le coup de froid sur les salaires, en mettant les salariés en compétition. Arbitraire et loin du compte.

Beaucoup pour peu, peu pour beaucoup

Les cadres auront droit en 2014 à 1 % d'AI. Les plus hauts cadres toucheront une bonne PPG (Prime de Performance Groupe ou PVG, Part Variable Groupe). Mais beaucoup n'auront pas d'augmentation et une petite Prime de Performance Individuelle (PPI), voire pas de prime du tout. Des AGS pour les cadres : c'est le mode de rémunération qui serait le plus juste.

A quoi ça sert de faire des bénéfices ?

En 2013, Renault a fait 1,2 milliard de marge opérationnelle (3 % du chiffre d'affaire) et 586 millions d'euros de bénéfice net. Mais qu'est-ce que ça rapporte aux salariés à part des destructions d'emplois, le gel des salaires et la détérioration des conditions de travail ? Il est temps que ça change.

1,7 milliard dans le porte-monnaie

2,5 milliards de Free Cash Flow cumulé sur 3 ans, c'est 500 millions de plus que l'objectif fixé. Résultat : Renault possède 1,7 milliards de liquidités rien que pour sa branche auto.

De quoi embaucher et augmenter les salaires !

Chers actionnaires...

Les actionnaires ne seront pas pénalisés par la baisse des dividendes venant de Nissan : ils toucheront 1,72 € par action comme l'an dernier (508 millions d'euros de dividendes versés en 2013). La direction de Renault a en effet décidé de combler cette baisse par un apport de 105 millions d'€ pris sur les bénéfices de Renault. Une première depuis 2008 ! La direction est aux petits soins pour ses actionnaires.

Des NAO qui ne passent pas

130 salariés ont débrayé une heure la semaine dernière à Lardy, en protestation contre les résultats des NAO. Salaires gelés, emplois menacés : tous les salariés de Renault sont touchés.

Le mécontentement doit s'exprimer... et s'amplifier !

Après le Pascal*, le Carlos (*billet de 500 francs)

Le Conseil d'Administration, dans sa grande bonté, a décidé de compléter l'enveloppe intéressement de 11,3 millions d'euros. Tout juste le salaire de Ghosn en 2012. Pour chaque salarié, ça ne fera que 310 € de plus sur sa prime. On ne joue pas dans la même cour.

La mondialisation des licenciements

Pas sûr que les salariés qui ont posé des questions à l'Open Forum du 13 février soient rassurés. Aux Roumains inquiets de l'avenir de Pitesti mis en concurrence avec Tanger, Ghosn a répondu que l'avenir de chaque site dépendra de sa performance.

Quant aux questions des Russes sur les réductions d'effectif, Ghosn a déclaré qu'il avait toute confiance dans le nouveau directeur, Bo Andersson, pour « transformer » Avtovaz. Alors qu'un quart des 102 000 emplois a déjà été supprimé depuis l'arrivée de Renault, 7500 emplois doivent encore disparaître (2500 licenciements et 5000 départs volontaires), soit 10 % des 73 000 salariés de Togliatti.

Ghosn se moque bien du sort des salariés : c'est à la Bourse qu'il rend des comptes.

PSA : Politique au Service des Actionnaires

Le gouvernement va injecter 800 millions d'euros dans le Groupe PSA au moment où le constructeur chinois Dongfeng entre également au capital. Un afflux de capitaux pour maintenir l'emploi ? Tout le contraire : dans le même temps, la direction de PSA annonçait la fermeture de deux lignes de production à Poissy et à Mulhouse. Conséquence directe à Poissy : 700 intérimaires vont perdre leur boulot, et 684 emplois permanents seront supprimés (avec de vagues promesses de reclassement).

Le gouvernement sauve la mise à la famille Peugeot. Celle-ci perd en partie le contrôle du groupe PSA, mais reste actionnaire et peut continuer tranquillement à faire fructifier son capital.

Les salariés n'ont, quant à eux, rien à attendre de cette entrée de l'État au capital : c'est en imposant collectivement l'interdiction des licenciements que l'on mettra fin au jeu de massacre des emplois.

Urgences tueuses

Samedi 15 février, une femme est morte dans les urgences de l'hôpital Cochin à Paris. A force de supprimer lits et postes, les urgences sont saturées. Les responsables de ces suppressions veulent-ils transformer l'hôpital en cimetière ?